

RAPPORT FINANCIER 2016



Introduction

Les charges

Les produits

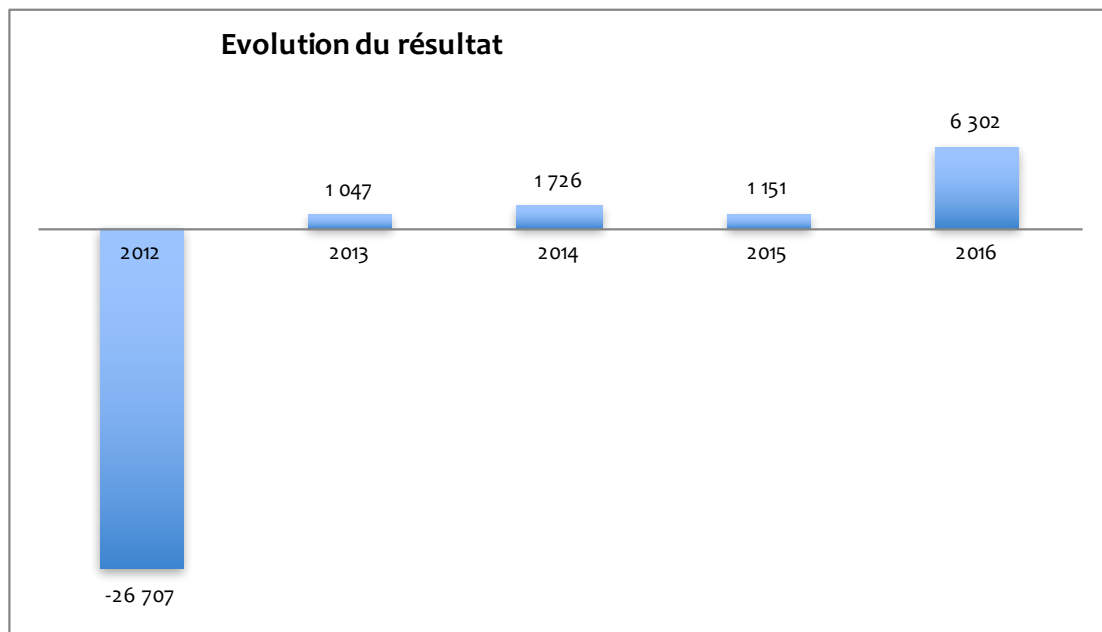
Les indicateurs

Mise en perspective

Annexes

Introduction

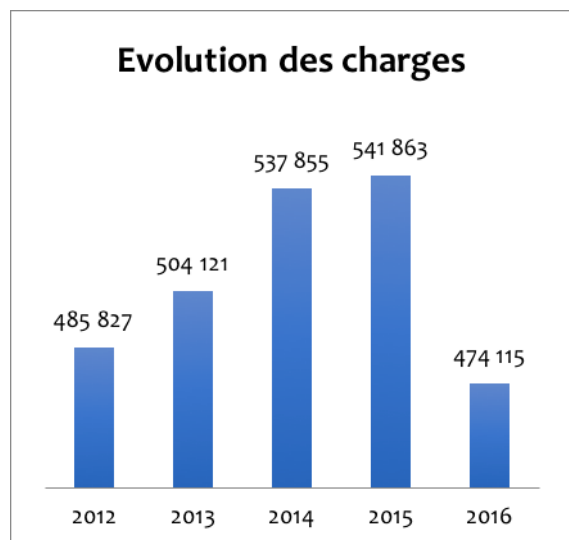
Le présent rapport fait état des comptes de l'association Actions Traitements pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2016. Il est approuvé par le Commissaire aux comptes en avril 2016.



L'exercice 2016 est clôturé sur un résultat net comptable de 6 302 euros (soit 0,21 % du budget de l'association).

Les charges

Les charges de l'association pour l'année 2016 s'élèvent à 474 115 euros. Elles étaient de 541 863 euros en 2015.



Les achats (55 083 € en 2015, 25 624 € en 2016, - 53,48 %)

Les achats sont composés à 73,85 % des coûts d'impression et de routage, soit 18 923 € en 2016. En 2015, ces coûts étaient de 55 083 € et correspondaient à la réalisation de l'impression et du routage des projets initiés à la fin de l'année 2014 et à un grand nombre de projets éditoriaux en 2015. En 2016, les coûts d'impression et de routage redeviennent équivalents à ceux de 2014 (19 068 €). Les achats liés au fonctionnement sont stables.

Les charges externes (102 369 € en 2015, 92 759 € en 2016, -9,39 %)

Les charges externes de fonctionnement sont stables. Certaines charges liées aux projets, comme le poste graphisme ou le poste prestation e-santé restent également stables.

L'écart entre 2015 et 2016 peut essentiellement être expliqué par la création de deux vidéos d'animation SYDO en 2015 pour un coût de 16 000 €.

Les autres charges externes (50 188 € en 2015, 57 213 € en 2016, + 14 %)

Cette variation de 14 % est essentiellement liée à des charges associées au déménagement telles que les prestations pour l'installation du parc informatique ou bien à des coûts de rédaction supérieurs en 2016 (adaptation de la brochure Vivre avec le VIH après 50 ans, brochure BSA, Livre des 25 ans).

Les charges de personnel (188 463 € en 2015, 175 609 €, -6,82 %)

Cette variation de -6,82 % repose sur :

- Des charges liées à deux ruptures conventionnelles en 2015 pour un montant de 30 245 euros
- Une augmentation des autres charges de personnel, notamment à cause de la mise en place de la mutuelle obligatoire pour les salariés à compter du 1er janvier 2016
- Une augmentation de la provision de CP à hauteur de 4 362 euros hors charge.

Comme en 2015, Nicolas Gateau et Sehade Mahammedi sont toujours en poste en 2016. Suite au départ en congés maternité puis parental de Léa Grigaut à compter du mois d'août, Mélanie Jaudon a été recrutée au poste de responsable administrative et financière. Le nombre d'ETP reste donc stable : de 2,9 en 2015 à 3,08 en 2016.

En 2016, 5 stagiaires : Gigliola Sepulveda, Emmanuel Khamis, Juliette Colladant, Océana Ribeiro et Rachidatou Ouattara nous ont prêté main forte. Deux volontaires en service civique ont

également effectué leur mission en 2016, bien qu'elles aient chacune écourté leur volontariat pour des raisons universitaires : Harmonie Kaluvangimoko et Estelle Attanasio.

Les dotations aux amortissements et aux provisions (20 571 € en 2015, 10 364 € en 2016, - 49,61 %)

La baisse importante s'explique par le fait qu'en 2015, la dotation était notamment composée d'une provision de 11 000 € pour le déménagement de l'association. En 2016, la dotation concerne l'amortissement d'une quote-part du site internet (env. 7 600 €).

Les fonds dédiés (123 307 € en 2015, 83 698 € en 2016, 32,12 %)

5 provisions pour engagements à réaliser ont été passées en 2016 :

- 15 483,47 €, en prévision de deux quote-parts de l'amortissement du site internet
- 4 500 € pour la prestation e-santé du projet AT-coach de janvier à juillet 2017
- 33 000 € pour la réalisation de l'application E-teraction

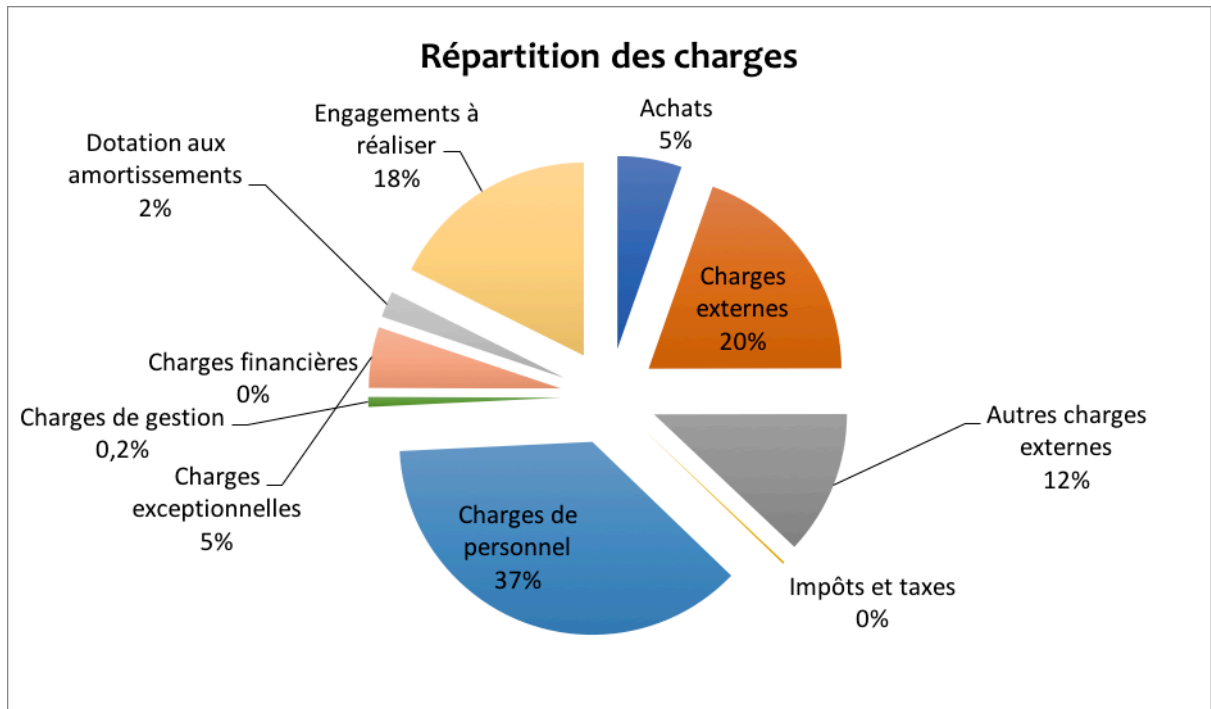
- 27 500 € pour la réalisation de l'application AT-PrEP
- 3 214,76 € pour l'amortissement des matériels informatiques

Les charges exceptionnelles (0 € en 2015, 24 139 € en 2016)

Ces charges sont liées en particulier :

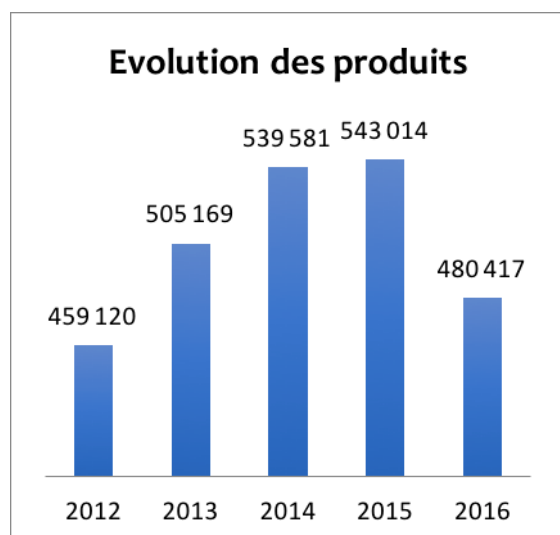
- au cambriolage subi par l'association en juillet 2016, notamment le vol de tickets restaurant pour un montant de 3 391 € et de matériel informatique neuf (acheté en février 2016) pour 3 527,87 €, ainsi que de frais de serrurerie pour 888 €
- à un rappel de cotisation pour l'AGIRC et l'ARRCO sur exercices antérieurs (2012, 2013 et 2015) pour un montant de 5 633 €
- au solde de l'amortissement de l'aménagement des locaux du 190 bvd de Charonne pour 8 914 €

Les montants des autres types de charges (impôts et taxes, charges financières, charges de gestion) sont stables et/ou négligeables.



Les produits

Les produits de l'exercice s'élèvent à 480 417 euros. En 2015, ce montant était de 543 016 euros. On constate une évolution de -11,53 % entre ces deux années.



Les subventions du secteur privé (176 300 € en 2015, 167 230 € en 2016, - 5,14 %)

Bien que relativement stables en volume de subventions allouées, on constate un moins grand nombre de financeurs privés qui reflètent l'état du marché des médicaments VIH qui se concentrent dans les mains de certains laboratoires. Ainsi, en 2015, nous étions soutenus par 8 financeurs privés. Seuls trois ont renouvelé leur soutien en 2016.

De même, de manière générale, les moyens de nos financeurs privés semblent plus contraints, ce qui limite leur capacité de soutien. Il est par ailleurs toujours difficile de négocier avec des interlocuteurs qui sont de plus en plus issus du service marketing plutôt que des personnes en charge des relations avec les associations de patients.

Les subventions des secteurs associatifs et publics (221 507 € en 2015, 117 607 € en 2016, - 46,60 %)

Si la DGS et la mairie de Paris ont renouvelé leur soutien, l'association a souffert de la perte de deux subventions des ARS IDF et Occitanie pour ses programmes d'accompagnement, soit une perte de 19600 euros de subvention. De plus, le financement du programme ETP d'Actions Traitements par l'ARS IDF est passée de 25 000 euros en 2015 à 6250 euros en 2016.

Si ceci explique en partie la baisse des financements publics, il faut également noter qu'en 2015, nous bénéficions également d'une subvention de 25 000 euros pour le premier volet de l'étude ETP qui vient de s'achever.

Le soutien de Sidaction reste constant, à hauteur de 56 000 euros.

Les autres produits de gestion courante (6 410 € en 2015, 4 830 € en 2016, - 24,62 %)

On constate une baisse du volume de dons de particuliers collectés (4 422 € en 2015, 3 771 € en 2016) mais surtout des adhésions (1 605 € en 2015, 900 € en 2016). Plusieurs explications à cette dernière, dont un manque de temps pour effectuer les relances aux adhérents et des problèmes techniques pour l'adhésion en ligne.

Les produits exceptionnels (0 € en 2015, 57 136 € en 2016)

Ces produits exceptionnels sont composés de :

- 10 548 € versé par l'assurance suite au cambriolage de juillet 2016,

- 36 216 € versé en indemnités d'éviction par le bailleur du 190 bvd de Charonne.

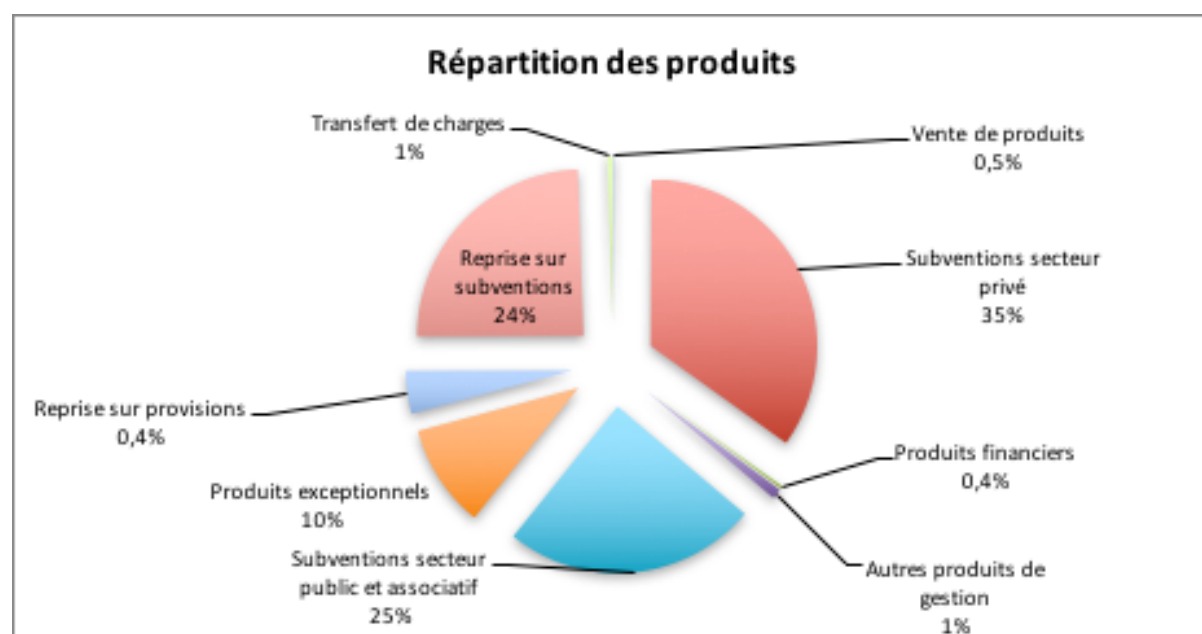
Par ailleurs, la provision pour l'amortissement de l'aménagement des locaux du 190 bvd de Charonne a été passée suite au déménagement.

Les reprises sur provisions et subventions (128 403 € en 2015, 128 607 en 2016, + 7,02 %)

Une reprise sur la quote-part de la provision destinée à amortir a été passé à

hauteur de 7 616,52 euros ; de même pour la provision pour risque de 11 000 € associée au déménagement.

Pour le restant, il s'agit de financements du secteur privé comme du secteur public dédiés à la réalisation de projet lancés en 2016 et qui seront achevés en 2017.



Les indicateurs

Le bilan

Le fonds de roulement est de 84 990 euros en 2016, contre 94 610 euros en 2015. Actions Traitements est toujours en mesure de couvrir ses besoins à long terme (actif immobilisé), et au moins partiellement, ses autres besoins à court terme (actif circulant). Cette baisse s'explique par l'augmentation de l'actif immobilisé.

Le besoin en fonds de roulement traduit le décalage entre le règlement des dépenses régulières et l'encaissement des ressources. Celui de l'association est de -95 018 euros en 2016, contre - 136 643 euros en 2015. Le besoin augmente de 30,68 % par rapport à 2015 en raison de la baisse des fonds dédiés.

Le fonds de roulement est positif tandis que le besoin en fonds de roulement est négatif. Ces indicateurs témoignent de la santé de l'association.

La trésorerie est de 180 008 euros en 2016, contre 231 253 euros en 2015. Malgré une baisse, ce montant confirme la capacité de l'association à faire face à ses dépenses. Maintenir ce niveau de trésorerie est impératif. En effet, les financeurs, publics comme privés, tendent à verser leurs financements de plus en plus tard.

Mise en perspective

2016 fut une année mouvementée (déménagement, cambriolage) et marquée par de fortes baisses de subventions publiques. Si Actions Traitements réussit à maintenir un budget à l'équilibre cette année encore, c'est notamment grâce à des produits exceptionnels à hauteur 57 136 €, pour des charges exceptionnelles à hauteur de 24 139 € seulement. En effet, le résultat d'exploitation 2016 présente un déficit de - 27 912 €, résultat qui traduit la perte de financements publics en particulier.

Situation financière et partenariats

Les dons, et subventions de l'association ont diminué entre 2015 et 2016. Cet état de fait est constaté en particulier chez nos financeurs publics. Du côté des financeurs privés, c'est la diminution de leur nombre qui est le fait le plus inquiétant. En effet, si les montants alloués sont plus importants, la défection potentielle d'un de ses financeurs pourrait menacer l'équilibre financier de l'association. C'est pourquoi il semble important de poursuivre le travail entrepris de diversification des partenariats de l'association, avec la Ligue contre le cancer par exemple ou les appels à projets.

Budget maîtrisé et mutualisation

Si le résultat 2016 est positif, cela résulte entre autres d'un effort renouvelé pour maintenir les charges de fonctionnement à un niveau égal, mais aussi de notre agilité à adapter notre activité et donc nos charges au contexte budgétaire, comme cela a été le cas durant le dernier trimestre 2016.

En conclusion, Actions Traitements a de nouveau rempli ses engagements vis-à-vis de ses partenaires et de ses usagers dans un cadre financier fragile. Pour maintenir son indépendance d'opinion et son rôle auprès des personnes concernées par le VIH, l'association doit continuer à renouveler ses axes stratégiques et la diversité de ses partenaires.